

Pas de sang pour du pétrole Pas d'essence avec Esso, Shell et BP !

Argumentaire pour un boycott des compagnies pétrolières américaines et britanniques.

« Ils » l'avaient annoncé, « ils » sont passés aux actes. Les armées des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ont attaqué l'Irak le 20 mars 2003, contre l'avis du Conseil de sécurité de l'ONU, donc en toute illégalité, et au mépris des millions de manifestants qui, dans le monde entier, disent toujours résolument NON à cette guerre préventive et unilatérale, menée sous de faux prétextes.

Face à un acte d'agression qui relève du banditisme d'Etat, il nous paraît nécessaire et urgent de ne plus nous contenter de crier notre colère et notre indignation – même si les protestations gardent bien sûr toute leur raison d'être. Ce dont le mouvement anti-guerre et anti-impérialisme a besoin aujourd'hui, c'est de développer des actions de résistance non-violente permettant aux protestataires de s'engager de manière plus concrète contre la guerre. C'est pourquoi nous avons lancé un boycott international des compagnies pétrolières américaines et britanniques, afin d'exercer sur les Etats-Unis et leurs alliés une forte pression d'ordre économique – le seul langage peut-être que des politiciens ultra-libéraux, sensibles au cours de la bourse, soient à même de comprendre.

Un boycott pour la paix – pourquoi et comment

En pratique, de quoi s'agit-il ? Tout simplement de faire comprendre aux citoyennes et citoyens, qui sont souvent des automobilistes ou des motocyclistes, qu'ils ont comme consommateurs un important pouvoir : celui de choisir librement la marque d'essence qu'ils souhaitent ou ne souhaitent pas mettre dans leur réservoir. Si des dizaines de milliers ou des centaines de milliers d'automobilistes européens décident simultanément de manifester leur opposition à la guerre en cessant de se ravitailler dans des stations-service Esso, Shell ou BP (British Petroleum), les conséquences économiques pour les compagnies concernées peuvent être redoutables.

L'arme du boycott ne doit donc pas être utilisée à la légère. En l'occurrence, la situation créée par les va-t-en-guerre américains et britanniques est assez grave pour justifier son emploi, d'autant plus que :

- **Un boycott est une arme efficace.** Pour contrer la ségrégation raciale, les Noirs de Montgomery (Alabama) ont boycotté pendant une année une compagnie de bus qui voulait réserver les places assises aux passagers blancs. Menacée de faillite par cette action, la compagnie en question dut se résoudre à mettre fin à la discrimination. Le succès de cette première campagne non-violente de Martin Luther King, en 1955, fut décisif dans la longue bataille pour l'égalité des droits civiques aux Etats-Unis. Par la suite, d'autres campagnes de boycott ont connu d'évidents succès – contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud, ou

contre des compagnies pétrolières, déjà (campagnes de Greenpeace contre Shell en Allemagne et en Scandinavie, contre **Esso en Grande-Bretagne**).

- **Un boycott est parfaitement légal.** Aucune loi ne vous oblige à acheter quoi que ce soit, ni à justifier quand, comment et chez qui. Nous choisissons librement de dépenser ou de ne pas dépenser notre argent. Même l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) défend le droit pour un opérateur économique (particulier ou entreprise) de diriger ses affaires selon ses propres critères, le rapport qualité-prix étant l'exemple le plus trivial – mais des critères d'ordre éthique, religieux ou politique sont également admissibles.
- **Un boycott est un message fort.** Un moyen de pression non-violent pour pousser les acteurs économiques à faire pression sur les acteurs politiques et les amener, dans le cas qui nous concerne, à privilégier d'autres solutions que la violence militaire pour résoudre le conflit.
- **Un boycott est un acte solidaire à la portée de toutes et de tous.** Beaucoup de gens se sentent impuissants face à la colossale machine de guerre déployée par le gouvernement américain. Participer à une campagne de boycott, contribuer de manière créative à la promotion du boycott, leur donnera l'occasion d'agir concrètement pour défendre la population civile irakienne contre les visées hégémoniques des Etats-Unis et d'une Grande-Bretagne en mal d'empire.
- **Un boycott encourage la réflexion.** Il mobilise et canalise de façon non-violente des énergies face à une situation d'injustice (par exemple l'apartheid) ou face à l'inaction de gouvernements soumis aux pressions de puissants lobbies industriels et financiers (par exemple la non-ratification du Protocole de Kyoto pour contrer le réchauffement climatique). Il permet de diffuser des informations critiques et de susciter un large débat dans la société.
- Dans le cas de la guerre menée contre l'Irak et de l'occupation militaire de ce pays, un **boycott des compagnies pétrolières** américaines et britanniques se justifie d'autant plus que cette action s'inscrit clairement dans la perspective non-violente d'une forte **cohérence entre le but** du boycott (pas de guerre pour du pétrole !) **et les moyens** à mettre en œuvre pour atteindre ce but.

Etats-Unis d'Amérique : une formidable fringale de pétrole... et de dollars

Généralement adeptes des grosses voitures et peu soucieux d'économies d'énergie, les Américains sont les plus grands utilisateurs mondiaux d'or noir, consommant 25% de toute la production de pétrole de la planète alors qu'ils ne représentent que 4,6% de sa population et ne disposent que de 2% des réserves prouvées.

De fait, les Américains sont de plus en plus dépendants d'approvisionnements extérieurs pour soutenir un mode de vie et de consommation que leur gouvernement ne souhaite pas remettre en question, comme l'a montré son rejet du Protocole de Kyoto. En 1973, les Etats-Unis produisaient chaque jour 9,2 millions de barils et en importaient 3,2. En 1999, ils en produisaient 5,9 et en importaient 8,6¹. Au rythme actuel d'exploitation, les réserves de pétrole américaines seront épuisées en 2010. On peut donc comprendre que l'administration Bush, élue avec le soutien massif des compagnies pétrolières, cherche par tous les moyens à sécuriser ses

¹ Source : Statistical Abstracts of the United States : 2000. Citée par Emmanuel Todd dans son remarquable ouvrage *Après l'Empire. Essai sur la décomposition du système américain* (Gallimard, octobre 2002).

approvisionnement. Y compris en faisant la guerre à un pays, l'Irak, qui dispose des plus importantes réserves pétrolières au monde après l'Arabie saoudite.

De nombreux documents montrent qu'une stratégie offensive contre l'Irak était prônée par des hommes clés de l'administration Bush bien avant le 11 septembre 2001, pour des raisons d'ordre géostratégique. Quant au lien avec la politique pétrolière de Washington, il est établi par un important document officiel, « Les défis énergétiques stratégiques du XXI^e siècle », rédigé sous la direction de James Baker, ex-secrétaire d'Etat sous Bush père, et publié en avril 2001, donc bien avant les attentats contre le Pentagone et le World Trade Center. Insistant sur le rôle « perturbateur des marchés pétroliers » pouvant être joué par le régime de Saddam Hussein, ce rapport conclut que « les Etats-Unis doivent dès lors réexaminer immédiatement leur politique face à l'Irak, en prévoyant des contrôles militaires sur l'énergie et des pressions économiques et politico-économiques ». Il envisage enfin explicitement « la nécessité d'une intervention militaire » ! (Source : www.alencontre.org)

Pour les Etats-Unis, les retombées économiques d'une invasion militaire, puis d'une occupation favorisant la mainmise américaine sur les ressources irakiennes, sont considérables : 50 milliards de dollars par an, de quoi ressusciter enfin une économie morose, plombée par de gigantesques déficits... Dans une note aux investisseurs datée du 31 janvier 2003, Bank of America Securities anticipe la formidable redistribution des cartes qu'amènerait un Irak post-Saddam administré par les vainqueurs : « Achetez des actions de sociétés de services pétroliers américains ! » car elles devraient s'apprécier en moyenne de 33% sur les douze prochains mois, performance exceptionnelle en période de déprime boursière. (*Le Temps*, 12 février 2003)

Etats-Unis d'Amérique : une république pétrolière

Plus qu'aucune autre dans l'histoire, **l'administration Bush, a des liens étroits avec les grandes compagnies pétrolières américaines**. À commencer par le Président lui-même, **George W. Bush**, issu de l'une des grandes familles pétrolières du Texas, qui fit son beurre dans le développement de sociétés de services à ce secteur.

Dick Cheney, l'actuel vice-président, était auparavant à la tête de Halliburton, une société de services active dans 130 pays où elle jouit pratiquement d'un monopole dans les recherches pétrolifères, la construction de pipe-lines, la fourniture de matériel pour l'exploitation des puits, etc. Véritable chef de l'administration américaine, Dick Cheney n'a jamais hésité à soutenir les dictatures nigériane et birmane pour le plus grand bien des profits de sa société.

Condoleezza Rice, encore: directrice du Conseil national de sécurité qui chapeaute toutes les agences de renseignement, cette enseignante à Stanford, considérée comme « soviétologue », fut déjà conseillère à la sécurité sous Bush père et chargée alors des questions relatives à l'ex-URSS. Mais, surtout, elle fut de 1991 à 2000 directrice du groupe Chevron, une des premières compagnies pétrolières du monde, en étant plus particulièrement chargée des implantations au Kazakhstan et en Afghanistan.

Les secrétaires d'Etat au Commerce et à l'Energie, eux aussi, **Donald Evans** et **Spencer Abraham**, firent toute leur carrière dans le secteur pétrolier. Et enfin **Kathleen Cooper**, sous-secrétaire au Commerce, fut la chef économiste de la société Exxon (qui vend en Europe sous le nom d'Esso).

Difficile de faire mieux ! Au point que les commentateurs critiques américains décrivent couramment l'administration Bush comme une véritable « oiligarchy » – une oligarchie pétrolière.

Cibles du boycott en Suisse : Esso, Shell et BP

En Suisse, à notre connaissance, les compagnies pétrolières américaines sont représentées par les stations-services de la marque **Esso**, la plus riche compagnie pétrolière au monde, dont l'influence sur l'administration Bush n'est plus à démontrer (voir annexe).

Etant donné que le Premier Ministre britannique Tony Blair, malgré l'énorme opposition de son opinion publique et de plusieurs membres travaillistes du parlement de Londres, persiste à soutenir la politique d'agression du Président Bush, il nous semble légitime d'appeler également à boycotter les stations-services **Shell** et **British Petroleum (BP)**.

Dans d'autres pays d'Europe et du monde, d'autres compagnies américaines sont à inclure dans le boycott. En voici la liste par ordre alphabétique :

Amoco, Arco, Chevron, Conoco (Continental Oil Company), **Gulf, Mobil, Occidental Petroleum, Texaco, Unocal**.

Organisation du boycott

Voici les décisions prises et les actions engagées depuis le 4 février 2003, date la première séance de préparation du boycott :

- **Nous limitons pour le moment notre action aux compagnies pétrolières**, parce qu'elle ont un lien très clair avec les raisons de la guerre projetée en Irak. En effet, nous craignons qu'un boycott étendu par exemple à Mc Donald ou Coca Cola, comme certains nous l'ont suggéré, ne provoque des confusions avec d'autres causes - d'ailleurs très respectables - telles que la lutte contre la malbouffe, etc.
- **Nous avons écrit aux directions suisses** des compagnies pétrolières **Esso, Shell** et **BP** en leur demandant une prise de position publique - au niveau international - contre la guerre en Irak, d'ici au 25 février. N'ayant obtenu aucune réponse dans le délai indiqué, nous avons donc **lancé officiellement la campagne de boycott** le 6 mars dernier.
- Nous avons décidé des conditions auxquelles nous suspendrions le boycott d'une compagnie:
 - si Monsieur Bush et ses alliés renoncent à la guerre en Irak et retirent les troupes stationnées dans la région du Golfe ;
 - dès que cette compagnie aura pris officiellement et publiquement position contre la guerre;
 - ou lorsque nous l'estimerons possible et nécessaire.
- Le CMLK assume la **coordination du boycott** au niveau suisse. Des contacts ont été établis avec des mouvements anti-guerre à l'étranger, dans l'espoir que le boycott puisse s'étendre rapidement à toute l'Europe (au moins !)

Les progrès de l'organisation du boycott feront l'objet d'actualisations sur le site Internet du CMLK.

Pour le Centre Martin Luther King: Sandrine Bavaud, Roger Gaillard, Philippe Beck

Contact: tél. 021 661 24 34, e-mail boycott@cmlk.ch

Site web: <http://www.cmlk.ch/>

Le cas Esso

Pour plusieurs raisons, **Esso** (ExxonMobil) nous semble devoir être une cible privilégiée de la campagne de boycott anti-guerre. Esso est la compagnie pétrolière la plus riche du monde. Présente dans 200 pays, elle produit 4,5 millions de barils de pétrole et de gaz par jour. Esso est aussi l'un des principaux revendeurs d'essence et de gasoil aux particuliers, avec près de 900 stations services en France et des milliers en Europe. En 2001, elle a réalisé 15,6 milliards de dollars de profits dans le monde, et dépensé 7,9 milliards de dollars en exploration et production de gaz et de pétrole - mais pas un seul dollar dans les énergies renouvelables ou les biocarburants...

Selon *The Economist*, Exxon Mobil, « la plus grosse compagnie pétrolière, est aussi le plus puissant sceptique au monde sur les changements climatiques. Si le plus grand pourvoyeur de combustibles fossiles admet un jour ouvertement que le réchauffement climatique est réel, cela pourrait s'avérer plus important que n'importe quel arrangement de Kyoto. » (*The Economist*, décembre 2001)

Dans les faits, Esso a joué un rôle central dans le rejet du Protocole de Kyoto par l'administration Bush. *Greenpeace France*, dans un dossier bien documenté, accuse cette compagnie de « tirer les ficelles de la politique de Bush » et relève qu'Esso « a donné plus d'un million de dollars aux Républicains pendant le cycle électoral présidentiel de 2000, plus qu'aucune autre compagnie pétrolière. 91% des dons d'ExxonMobil aux partis politiques furent pour les Républicains. Aussitôt élu à la Maison Blanche, George Bush a su renvoyer l'ascenseur en proclamant la volonté des Etats-Unis de ne pas ratifier le Protocole de Kyoto, unique traité international de lutte contre le réchauffement climatique. Les Etats-Unis étant responsables de 25% des émissions globales de gaz à effet de serre, le rejet du Protocole par George W. Bush, avec l'appui des lobbies pétroliers et industriels, a considérablement porté atteinte à l'efficacité du Protocole, on a même pu craindre pour sa survie. »

Selon *Greenpeace* toujours, Esso a été de manière constante « la compagnie la plus acharnée dans ses tentatives de sabotage des négociations internationales sur la protection du climat ; elle a également encouragé d'autres lobbies commerciaux et industriels à relayer son action. (...) Esso finance à coup de millions de dollars une propagande hostile à la mise en place de mesures de protection du climat. Esso exploite fréquemment des études scientifiques dépassées, bien sélectionnées ou incorrectes pour appuyer sa position. Employant les tactiques mises au point et éprouvées par les producteurs de cigarettes, ces campagnes mensongères sur le réchauffement climatique déroutent le public et les décideurs politiques et sapent toute volonté politique de s'attaquer au problème. »

Source: http://www.greenpeace.fr/stopesso/Le_cas_ESSO.pdf/